

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications			
	2.	Dépôts			
	3.	(GC 097) Rapport du Bureau du Grand Conseil et prestation de serment de Monsieur Alain Bovay, nouveau député	GC	Nicolet J.	
	4.	(14_INT_205) Interpellation Philippe Vuillemin - La guerre hospitalière Vaud-Valais est-elle ouverte ? (Pas de développement)			
	5.	(14_INT_210) Interpellation Sylvie Podio et consort - Qu'est ce que la médiation entre l'école et les familles pour le Conseil d'Etat ? (Pas de développement)			
	6.	(14_INT_203) Interpellation François Brélaz - Cela pourrait être un poisson d'avril, mais cela n'en est pas un ! (Développement)			
	7.	(14_INT_204) Interpellation Véronique Hurni et consorts - Est-ce que le Service de la Protection de la Jeunesse se préoccupe vraiment du bien-être des enfants ? (Développement)			
	8.	(99) Exposé des motifs et projet de décret ordonnant la convocation du corps électoral pour se prononcer sur : - l'initiative populaire cantonale "Sauver Lavaux" et fixant la procédure applicable aux modifications de la LLavaux, - le projet de loi modifiant la loi sur la protection de Lavaux (contre-projet du Conseil d'Etat) et Projet de loi modifiant la loi sur le plan de protection de Lavaux du 12 février 1979 (LLavaux) par ladite initiative et Préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative populaire cantonale "Sauver Lavaux" (contre-projet du Conseil d'Etat) (2ème débat)	DIS, DECS	Courdesse R.	
	9.	(13_INT_140) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Rezso et consorts - Les installations commerciales à forte fréquentation (ICFF) ne sont pas à géométries variables	DIS		
	10.	(13_INT_107) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Aménagement du territoire, questions d'un nul qui aimerait en savoir plus...	DIS		

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	11.	(12_INT_052) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christelle Luisier Brodard - Fonctionnement du SDT : de l'audit aux actes	DIS		
	12.	(13_INT_153) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Martial de Montmollin - Vote électronique - Ce qui devait arriver arriva	DIS		
	13.	(RI12_MOT_006) Rapport intermédiaire du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur : - la motion Pierrette Roulet-Grin pour un camping occasionnel maîtrisé (12_MOT_006) et - la motion François Brélaz et consorts proposant d'ajouter un chapitre "Camping non autorisé" à la Loi sur les campings et caravanings résidentiels (12_MOT_009)	DIS	Nicolet J.	
	14.	(13_INT_148) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen - Lutte contre les supporters violents: l'exagération à des fins politiques n'est-elle pas à double tranchant ?	DIS		
	15.	(14_INT_206) Interpellation Christa Calpini - Bureau de poste et pharmacie (Développement)			
	16.	(14_INT_207) Interpellation Jean-Michel Dolivo - Activité accessoire bénévole des employé-e-s de la fonction publique vaudoise, une limite arbitraire à la liberté d'expression, d'opinion et d'organisation ? (Développement)			
	17.	(13_INT_149) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo - Faciliter la mise en oeuvre du droit à l'indemnité en cas d'insolvabilité pour les salariés concernés	DECS		
	18.	(13_INT_158) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation François Brélaz - Cet asile qui nous coûte si cher !	DECS.		
	19.	(13_MOT_028) Motion Philippe Martinet et consorts pour un engagement cantonal en faveur des secteurs formation du LHC et du LS	DECS, DFJC	Perrin J.	
	20.	(13_INT_133) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Grobéty et consorts - Beaucoup d'emplois seront perdus dans les régions à fort taux de résidences secondaires	DECS.		
	21.	(14_INT_208) Interpellation José Durussel - Le loup chez nous, à quel prix ? (Développement)			

Séance du Grand Conseil

Mardi 21 janvier 2014

de 14 h.00 à 17 h.00

ORDRE DU JOUR

OA = objet adopté sans modification
 OA+M = objet adopté avec modification
 RET = objet retiré
 REF = objet refusé
 REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
 TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
 RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
 RENV-SD = objet renvoyé suite débat
 RENV-COM = objet renvoyé en commission
 RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dept	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	22.	(14_INT_209) Interpellation Philippe Germain et consorts - Y aura-t-il encore de la viande de porc vaudois dans le saucisson vaudois après 2018 ? (Développement)			
	23.	(79) Exposé des motifs et projet de loi d'application de l'ordonnance fédérale sur l'aide au Service sanitaire apicole et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Aliette Rey-Marion et consorts - Biodiversité ! Les abeilles en sont aussi les garantes ! (11_POS_307) (1er débat)	DTE	Schwab C.	
	24.	(93) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'investissement de CHF 4'813'000.- pour financer le remplacement du système d'aide à l'engagement du centre d'engagement et de transmissions de la Police cantonale vaudoise(1er débat)	DTE, DIS	Kernen O.	
	25.	(14_MOT_037) Motion Jacques Haldy et consorts - Pour permettre le gré à gré concurrentiel (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins de 20 signatures)			
	26.	(14_MOT_036) Motion Stéphane Montangero et consorts - Mieux vaut prévenir que guérir, y compris pour les transformations de locaux de travail (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			
	27.	(13_PET_016) Pétition pour la suppression de la liste des chiens potentiellement dangereux de la loi sur la police des chiens	DTE	Nicolet J.M.	

Secrétariat général du Grand Conseil